

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/1594  
7 septembre 1999

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 7 SEPTEMBRE 1999, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT  
DU PAKISTAN, TRANSMETTANT LE TEXTE D'UNE DÉCLARATION SUR LES  
INCIDENCES RÉGIONALES ET MONDIALES DE LA DOCTRINE NUCLÉAIRE DE  
L'INDE, QU'A FAITE LE SECRÉTAIRE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PAKISTAN,  
M. SHAMSHAD AHMAD, À L'INSTITUT DES ÉTUDES STRATÉGIQUES D'ISLAMABAD,  
LE 7 SEPTEMBRE 1999

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une déclaration  
sur les incidences régionales et mondiales de la doctrine nucléaire de l'Inde,  
qu'a faite le Secrétaire aux affaires étrangères du Pakistan, M. Shamshad  
Ahmad, à l'Institut des études stratégiques d'Islamabad, le 7 septembre 1999.

Je vous prie de bien vouloir faire le nécessaire pour que ce texte soit  
publié comme document officiel de la Conférence du désarmement.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent,  
(Signé) MUNIR **AKRAM**

Déclaration qu'a faite le Secrétaire aux affaires étrangères du Pakistan,  
M. Shamshad Ahmad, à l'Institut des études stratégiques d'Islamabad,  
le 7 septembre 1999

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

La doctrine nucléaire que l'Inde a annoncée le mois dernier s'inscrit dans la suite logique des ambitions nucléaires que ce pays nourrit depuis son accession à l'indépendance. L'Inde a délibérément conçu son option nucléaire dans le cadre d'une politique qui correspond à la volonté qu'elle a depuis longtemps d'être une puissance hégémonique régionale et une grande puissance mondiale. Le Pakistan en revanche n'a eu recours à l'option nucléaire que pour faire face aux contraintes découlant de son environnement en matière de sécurité. Il est facile de comprendre pourquoi ses préoccupations à cet égard sont si profondes et si constantes.

Depuis son accession à l'indépendance, le Pakistan n'a connu qu'une hostilité endémique de la part de l'Inde, laquelle lui a imposé trois guerres et l'a démembré en 1971. Elle a utilisé la force militaire pour occuper le Cachemire, Hyderabad et Junagarh en violation des principes régissant l'indépendance et la partition de l'Inde. Elle a annexé le royaume indépendant du Sikkim et occupé le territoire portugais de Goa en 1961.

Aujourd'hui encore, l'Inde est engagée dans une guerre brutale pour empêcher le peuple du Jammu-et-Cachemire occupé d'exercer son droit à l'autodétermination. En dépit de sa propagande faisant état d'une prétendue menace émanant de la Chine, presque toutes ses forces militaires - plus de 1,2 million d'hommes, plus de 700 avions de combat et une flotte importante - sont dirigées contre le Pakistan.

Au cours des cinquante dernières années, l'Inde a eu pour seul but de relancer l'Akhand Bharat, le rêve d'une grande Inde. Elle s'est efforcée de dominer les pays qui l'entourent et toute la région de l'océan Indien, ceci étant selon elle le premier pas sur la voie de la reconnaissance de sa stature de puissance mondiale.

Par contre, le Pakistan a eu pour préoccupation essentielle de sauvegarder sa souveraineté et son intégrité territoriale. Il ne cherche pas à établir des zones d'influence; il n'approuve pas non plus ces zones. L'agrandissement territorial n'a jamais fait partie de sa politique; c'est un concept anachronique.

Avant d'arriver au pouvoir, les actuels dirigeants hindous fondamentalistes de l'Inde avaient déclaré qu'ils effectueraient des essais nucléaires et fabriqueraient des armes nucléaires. Ils ont aussi menacé de lancer des attaques contre le Pakistan en traversant la ligne de contrôle au Cachemire. La première de ces menaces est devenue réalité l'année dernière. Un an plus tard est survenue la crise le long de la ligne de contrôle

au Cachemire, où le conflit se poursuit. L'Inde a maintenant précisé ses objectifs militaires dans sa doctrine nucléaire.

Pour évaluer les incidences de cette doctrine, il est essentiel d'être conscient des ambitions de l'Inde et des contraintes auxquelles le Pakistan est soumis. Ce qui est clair, c'est que le programme nucléaire de l'Inde est motivé par le statut que ce pays veut avoir tandis que le nôtre l'est par les exigences de notre sécurité. Malheureusement, nos amis ne se sont jamais suffisamment intéressés à la cause fondamentale de l'insécurité et de l'instabilité en Asie du Sud, à savoir le problème en suspens du Cachemire qui continue d'affecter la région, entraînant le risque d'un élargissement du conflit entre deux États dotés d'armes nucléaires.

Bien qu'elle ait souvent recouru à la tromperie et à l'hypocrisie, l'Inde n'a pas réussi à cacher son ambition qui est de se doter d'armes nucléaires. Elle a acquis dans les années 60 un réacteur de recherche et d'autres installations nucléaires non soumis aux garanties internationales. Elle a refusé de signer le TNP en 1968. Elle a insisté sur la légitimité des "explosions nucléaires pacifiques". Dans le même temps, elle a détourné du combustible nucléaire de son programme "civil" pour faire exploser en mai 1974 un dispositif nucléaire soi-disant "pacifique". Depuis lors, elle a renforcé ses installations nucléaires et ses stocks de matières fissiles non soumis aux garanties. Tout en mettant au point des armes nucléaires, elle a conçu des vecteurs pour ces armes, en particulier des missiles balistiques.

Pour ce qui est du domaine nucléaire et des missiles, le Pakistan a toujours agi progressivement, en réponse à chacune des mesures d'escalade prises par l'Inde.

Grâce à ses programmes de recherche-développement, le Pakistan a acquis une capacité d'enrichissement nucléaire et s'est doté de la technologie missilière malgré les embargos et les restrictions discriminatoires auxquels il a été soumis. Il a maintenant la capacité et les moyens de répondre aux mesures d'escalade de l'Inde.

Nos politiques ont cependant toujours été marquées par la modération et le sens des responsabilités. Nous avons été sensibles aux craintes de prolifération exprimées à l'échelle mondiale; nous avons même adopté une attitude constructive à cet égard.

En 1968, alors que le TNP faisait l'objet de négociations, le Pakistan s'est attaché à obtenir des garanties positives de sécurité en faveur des États non dotés d'armes nucléaires. L'Inde quant à elle tenait avant tout à mettre en cause le paradigme nucléaire mondial que cet instrument visait à établir.

Depuis, c'est le Pakistan qui a été à l'origine de toutes les propositions en faveur de la non-prolifération en Asie du Sud. Après l'essai nucléaire indien de 1974, il a, année après année, présenté à l'ONU un projet de résolution visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud.

Nous avons proposé en 1978 que l'Inde et le Pakistan fassent une déclaration commune par laquelle ils renonceraient à acquérir ou fabriquer des armes nucléaires. La même année, nous avons proposé que chacun des deux États inspecte les installations nucléaires de l'autre.

En 1979, nous avons proposé que le Pakistan et l'Inde adhèrent en même temps au TNP et acceptent en même temps les garanties intégrales de l'AIEA.

Nous avons proposé un traité bilatéral ou régional d'interdiction des essais nucléaires en 1987, une zone exempte de missiles en Asie du Sud en 1994 et un pacte de non-agression en 1997.

Malheureusement, ces propositions qui visaient à établir un régime équitable et non discriminatoire en vertu duquel il n'y aurait pas d'armes nucléaires dans notre région ont été rejetées par l'Inde et ignorées par la communauté internationale. En fait, l'Inde a été encouragée à poursuivre son programme relatif aux armes nucléaires.

Ce n'est qu'après 1989, quand il est devenu clair que nous avons acquis une capacité nucléaire, qu'une approche régionale de la non-prolifération a été approuvée par les grandes puissances. Pourtant, les troupes soviétiques venaient à peine de se retirer de l'Afghanistan que des sanctions étaient imposées contre nous. Ceci n'a fait qu'encourager encore plus l'Inde à poursuivre rapidement ses programmes nucléaires et ses programmes de mise au point de missiles. Les efforts faits en faveur de la non-prolifération en Asie du Sud ont ainsi été contrecarrés. Ce n'est certes pas à nous que la faute en revient.

La nucléarisation de l'Asie du Sud n'est le résultat ni de notre action ni de notre choix, mais elle est maintenant une réalité incontournable.

Il y a trois ans, le Pakistan a voté en faveur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). L'Inde a voté contre.

Jamais la menace contre notre indépendance - en fait, contre notre survie - n'a été aussi forte que dans le mois fatidique de mai 1998.

Les essais nucléaires indiens ont radicalement modifié l'équilibre stratégique en Asie du Sud. La paix a été mise en danger. Nous avons dû faire face à un chantage nucléaire. Les dirigeants indiens ont exigé que nous acceptions ce nouvel équilibre. Ils ont même mis en doute la crédibilité de notre capacité nucléaire. Ce pourrait être une grave et catastrophique erreur d'appréciation de leur part.

Nous ne pouvions compter ni sur une alliance susceptible de garantir notre sécurité ni sur le parapluie nucléaire des grandes puissances. Nous avons compris que nous étions seuls face à une Inde dotée de l'arme nucléaire.

Nous avons été contraints de réagir. Nous avons rétabli l'équilibre stratégique et établi une dissuasion nucléaire. Nous sommes totalement convaincus que nos essais ont servi les intérêts de la paix et de la stabilité en Asie du Sud.

Ce n'est pas le Pakistan mais l'Inde qui a introduit la dimension nucléaire dans le dangereux contexte de la sécurité de notre région.

L'Inde a ainsi irrémédiablement brisé les espoirs de réaliser l'objectif d'une Asie du Sud dénucléarisée.

Le Pakistan a été obligé d'effectuer ses essais nucléaires pour maintenir la crédibilité de la dissuasion nucléaire vis-à-vis de l'Inde. Après ces essais, nous avons agi avec un profond sens des responsabilités. Nous avons mis l'accent sur la nécessité de prévenir une course aux armements nucléaires et aux missiles. Nous avons proclamé un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires. Nous avons exprimé le souhait que les deux parties fassent preuve de retenue dans le déploiement opérationnel d'armes nucléaires. Nous nous sommes efforcés de concevoir un mécanisme de réduction des risques et de maintenir la dissuasion au plus faible niveau possible.

Nous avons toujours été convaincus que le Pakistan et l'Inde pouvaient exercer la dissuasion nucléaire au plus faible niveau possible. Nous avons donc commencé par trouver encourageantes les déclarations faites par l'Inde selon lesquelles elle voulait maintenir une position de "dissuasion minimale crédible". Cependant, l'Inde a délibérément fait en sorte que ce concept reste vague. Son Ministre des affaires étrangères Jaswant Singh a affirmé que la "dissuasion minimale crédible" était un concept dynamique qui n'était fixé "ni dans le temps, ni dans l'espace". Ainsi, l'Inde jouait à nouveau le rôle du loup déguisé en brebis. Ses véritables ambitions nucléaires et militaires n'allaient pas tarder à être percées à jour.

Après l'engagement de son dialogue avec les États-Unis l'été dernier, le Pakistan a mis au point un concept reposant sur trois éléments interdépendants devant servir de base au renforcement de la paix et de la sécurité en Asie du Sud, à savoir la retenue et la stabilisation sur le plan nucléaire, l'équilibre en matière d'armes classiques et le règlement des conflits et différends en suspens. Il a ainsi défini, dans des termes assez précis, un régime de retenue stratégique englobant la prévention d'une course aux armements nucléaires et aux missiles balistiques, un mécanisme de réduction des risques et l'idée qu'il faudrait maintenir la dissuasion nucléaire au plus faible niveau possible.

Le concept de régime de retenue stratégique a été présenté et examiné dans le cadre de notre dialogue avec les États-Unis tant au niveau des responsables des politiques qu'au niveau des experts. Il a aussi été officiellement proposé à l'Inde en octobre de l'an dernier.

La doctrine nucléaire annoncée par l'Inde est manifestement incompatible à la fois avec l'idée de "dissuasion minimale crédible" et avec le concept de "régime de retenue stratégique".

Il ressort de cette doctrine que le but est d'acquérir d'énormes capacités nucléaires militaires - une "triade" comptant jusqu'à 400 armes nucléaires opérationnelles déployées sur terre, dans les airs et en mer. Les cinq États dotés d'armes nucléaires parties au TNP ne possèdent pas tous une telle triade. Une force nucléaire aussi importante sera peut-être crédible, mais elle ne sera certainement pas "minimale".

L'annonce de la doctrine indienne a confirmé le bien-fondé des préoccupations que le Pakistan a si souvent exprimées devant la communauté internationale au sujet des ambitions nucléaires de l'Inde. De par sa taille, son déploiement et son caractère opérationnel, l'arsenal nucléaire indien deviendrait une menaçante force de première frappe contre le Pakistan et les autres pays voisins. On ne peut imaginer qu'un déploiement aussi massif ne soit conçu qu'à des fins de dissuasion. Le fait que l'Inde proclame qu'elle n'emploiera pas en premier des armes nucléaires n'est qu'une façade pour justifier une capacité de seconde frappe et l'acquisition et le déploiement à grande échelle de telles armes. En outre, comme nous l'avons déjà noté, l'"offre" faite par l'Inde de ne pas employer d'armes nucléaires en premier et de ne pas en employer contre des États qui n'en sont pas dotés n'est pas faite pour rassurer le Pakistan et d'autres pays; l'objectif visé par l'Inde est essentiellement d'obtenir le statut d'État doté d'armes nucléaires.

Le monde doit bien comprendre toutes les incidences stratégiques à court et long termes de la doctrine nucléaire indienne. L'Inde s'efforce de constituer une capacité nucléaire massive, mais pas pour maintenir une "dissuasion crédible" vis-à-vis du Pakistan, ni pour assurer une dissuasion nucléaire vis-à-vis de la Chine. Pour assurer une "dissuasion crédible minimale", l'Inde n'a pas besoin de 150 à 400 têtes nucléaires. Elle n'a pas besoin de pouvoir lancer des armes nucléaires à partir de la surface de la mer ou à partir de sous-marins. Elle n'a pas besoin d'énormes forces classiques, terrestres, maritimes et aériennes comprenant notamment des porte-avions et des avions d'attaque perfectionnés.

La dissuasion n'est certainement pas le but recherché par l'Inde. Les plans qu'elle a établis pour mettre au point une importante force classique couplée à un vaste arsenal nucléaire visent à construire une capacité militaire offensive et non une capacité militaire défensive.

L'Inde cherche fébrilement à établir au cours des deux prochaines décennies sa totale hégémonie militaire en Asie du Sud et au-delà, à contrôler les voies maritimes, depuis les riches gisements pétroliers du Golfe à l'ouest jusqu'au détroit de Malacca à l'est, et à rivaliser d'influence avec les grandes puissances sur la scène internationale.

Les rêves militaristes des actuels dirigeants hindous fondamentalistes relèvent de la mythologie agressive que j'ai déjà évoquée. Les dirigeants à New Delhi semblent vivre hors du temps. Ils confondent grandeur et prouesses militaires. Ils oublient que dans le monde intégré d'aujourd'hui la grandeur vient d'abord de l'avancement économique et technologique et non de la capacité militaire.

Ces rêves de grandeur constituent une menace pour cette région, pour le monde et même pour la population pauvre et démunie de l'Inde elle-même.

Le programme militaire prévu par l'Inde sera extrêmement onéreux. Les estimations des coûts varient largement, entre 20 milliards et des centaines de milliards de dollars.

Il faut aussi souligner que ces frais considérables s'ajouteront aux énormes dépenses militaires que l'Inde devra engager au titre d'accords de

fourniture de moyens de défense qu'elle a conclus par exemple avec la Russie et la France et dans le cadre de la poursuite de ses efforts nationaux de renforcement de ses forces classiques. La fabrication de centaines d'ogives et de missiles, l'acquisition de moyens d'alerte précoce par satellite et la mise au point de systèmes nucléaires utilisables à partir de la mer et de sous-marins entraîneront de très grosses dépenses supplémentaires.

Le développement de cet arsenal nucléaire indien obligera le Pakistan à prendre des mesures appropriées pour préserver la crédibilité de sa position en matière de dissuasion nucléaire et sa capacité de se défendre par des moyens classiques. Une possibilité consisterait pour lui à s'engager dans une course aux armements nucléaires et classiques avec l'Inde. Il lui faudrait pour cela consacrer bien plus de ressources à sa défense, compromettant ainsi encore plus la réalisation de ses objectifs économiques et son développement.

Une théorie fréquemment avancée est qu'en poussant le Pakistan à renforcer très sensiblement sa capacité militaire l'Inde cherche à détruire l'économie pakistanaise. Ceci vient d'une analogie établie avec le fait que l'économie soviétique s'est effondrée par suite de la course aux armements avec les États-Unis pendant la guerre froide. L'erreur de ceux qui avancent cette théorie consiste à présumer que nous suivrons tête baissée l'exemple militariste indien.

Je tiens à dire clairement et sans équivoque que le Pakistan peut trouver les moyens - qu'il trouvera les moyens - de maintenir une dissuasion nucléaire crédible vis-à-vis de l'Inde sans avoir pour autant à s'aligner sur ce pays pour disposer constamment du même nombre de bombes et du même nombre de missiles que lui.

Outre qu'ils provoqueront une réaction du Pakistan, les plans indiens pourraient aussi forcer certains des États dotés d'armes nucléaires, ainsi que d'autres pays d'Asie - du Golfe au Pacifique - à prendre des mesures pour faire face au projet de renforcement militaire indien. Ainsi, l'application de la doctrine nucléaire indienne serait très déstabilisatrice pour la paix et la sécurité dans toute la région de l'océan Indien et au-delà.

Par ailleurs, la doctrine nucléaire indienne ira à l'encontre des grands objectifs de désarmement et de non-prolifération nucléaires, y compris, peut-être, le TICE et le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

Si elle applique sa doctrine, l'Inde aura besoin d'ogives nucléaires à placer sur ses missiles à courte, moyenne et longue portées. Elle voudra rivaliser avec les autres puissances nucléaires en mettant au point des armes thermonucléaires. À moins d'avoir reçu des plans d'armes nucléaires de sources clandestines, elle devra effectuer de nouveaux essais pour parvenir aux fortes capacités de déploiement qu'elle souhaite. Dans ce contexte, nous avons noté que l'Inde n'a pas jusqu'ici mis fin à certains préparatifs qu'elle a commencés l'année dernière pour effectuer de tels essais. Nous espérons que les gardiens de la non-prolifération feront pression sur l'Inde pour qu'elle arrête ces préparatifs.

Le simple fait que l'Inde puisse effectuer de nouveaux essais suscite au Pakistan des doutes quant à l'opportunité pour nous d'adhérer rapidement au TICE. Si ces essais ont lieu, le Pakistan sera une fois de plus obligé de réagir.

De nouveaux essais indiens réduiraient à néant le TICE. La priorité absolue pour le monde doit donc être de faire pression sur l'Inde - et non sur le Pakistan - pour qu'elle signe et ratifie le TICE et mette fin aux préparatifs de nouveaux essais.

L'intention qu'a l'Inde de fabriquer 400 têtes nucléaires ou plus préoccupe aussi tout particulièrement le Pakistan. L'Inde aura besoin de grandes quantités de matières fissiles pour établir une force nucléaire aussi importante. Dans ces conditions, ni l'Inde ni le Pakistan ne pourront accepter la conclusion d'un traité sur les matières fissiles et encore moins un moratoire sur la production de ces matières.

Selon certaines informations, l'Inde possède déjà suffisamment de plutonium pour fabriquer 400 ogives. Si tel n'est pas le cas, elle devra accélérer la production de matières fissiles dans ses diverses installations non soumises aux garanties pour porter ses stocks au niveau visé.

En tout état de cause, le Pakistan sera forcé d'accroître aussi ses stocks de matières fissiles pour maintenir une capacité de dissuasion nucléaire crédible face à une force nucléaire indienne qui sera vraisemblablement considérable. Par conséquent, l'application de la doctrine nucléaire indienne compromettrait gravement les chances de conclure un traité - si largement souhaité - sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

La doctrine indienne prévoit aussi le maintien de "capacités militaires classiques très efficaces", officiellement pour "élever le seuil" d'un conflit classique ou nucléaire. Cet argument n'est bien évidemment qu'une justification à posteriori de l'énorme renforcement des armes classiques dans lequel l'Inde est déjà engagée. L'aggravation du déséquilibre en matière de capacités classiques amènera le Pakistan à compter encore plus sur la dissuasion nucléaire. Ceci aura pour effet d'abaisser et non d'élever le "seuil" d'une éventuelle utilisation d'armes nucléaires en Asie du Sud. Ce n'est pas à nous mais à l'Inde de faire un choix.

Je dois rappeler aux pays qui ont conclu des accords avec l'Inde pour lui fournir des systèmes d'armes meurtriers et technologiquement avancés - nouveaux Mirages 2000, SU-27, SU-30 et systèmes ABM S-300 - qui peuvent tous être employés à la fois en mode classique et en mode nucléaire, qu'ils contribueront à la déstabilisation de l'Asie du Sud. Leur attitude aura de graves conséquences sur la sécurité du Pakistan et sur le bien-être des peuples de toute la région.

Le Pakistan a alerté les grandes puissances et les autres membres de la communauté internationale sur les dangers qu'entraîne la doctrine nucléaire indienne, laquelle fait clairement ressortir les ambitions politiques et militaires de New Delhi, sur le plan nucléaire comme sur le plan classique. Nous apprécions les préoccupations qui ont été exprimées publiquement par certains États - et en privé par un bien plus grand nombre d'États - quant



aux intentions et à l'approche de l'Inde dans les domaines nucléaire et militaire. Nous sommes convaincus qu'aucune grande puissance - même parmi celles qui fournissent des armes à l'Inde - ne peut aller jusqu'à "accueillir favorablement" la doctrine indienne ou à "se montrer compréhensive" à cet égard.

Répondant aux critiques, les responsables indiens et certains "amis" de New Delhi ont fait observer que la "doctrine" indienne n'est encore qu'un "projet" à examiner et non une politique officielle. En fait, la "doctrine" est énoncée dans le rapport de consensus de l'Organe consultatif national sur la sécurité créé par le Gouvernement indien. Elle a officiellement été rendue publique par le Conseiller national pour la sécurité auprès du Premier Ministre indien.

Nous avons trop souvent vu par le passé comment certaines grandes puissances, malgré les conseils de prudence du Pakistan, prennent pour argent comptant les garanties ambiguës données par l'Inde. C'est ce qui s'est produit dans les années 60 lorsque nous avons appelé l'attention sur le fait que l'Inde allait secrètement détourner du combustible provenant de son réacteur Cirrus non soumis aux garanties. En 1965, les deux superpuissances ont rejeté notre mise en garde faite devant le Comité du désarmement au sujet d'une explosion nucléaire indienne. En avril de l'année dernière, juste avant que l'Inde n'effectue ses essais nucléaires, des émissaires de haut niveau d'une grande puissance nous ont dit qu'ils avaient été impressionnés par la retenue de l'Inde.

Il ne faudrait pas que nos amis se laissent une fois de plus leurrer par le double langage et les sophismes de l'Inde. Le caractère dangereux de ses plans et de ses affirmations saute aux yeux. Le refus de voir ces signes menaçants aura de graves incidences.

Le Pakistan estime que la communauté internationale doit réagir de manière cohérente et avec détermination face à cette "doctrine" afin de faire échec aux dangereux plans indiens d'escalade dans les domaines des armes nucléaires et des armes classiques. La communauté internationale doit en particulier demander à l'Inde de donner à ses voisins et au monde dans son ensemble les assurances suivantes :

Premièrement, elle n'effectuera pas de nouveaux essais nucléaires. En attendant l'entrée en vigueur du TICE, le Pakistan et l'Inde pourraient officialiser leurs moratoires unilatéraux sous forme d'un arrangement bilatéral ayant force obligatoire;

Deuxièmement, elle ne procédera à aucun déploiement opérationnel de ses armes nucléaires. Elle les conservera sans les déployer;

Troisièmement, elle ne fabriquera pas les centaines de têtes nucléaires envisagées dans sa "doctrine" nucléaire;

Quatrièmement, elle ne créera ni ne possédera les gros stocks de matières fissiles qui lui permettraient d'établir dans le futur un vaste arsenal d'armes nucléaires. Dans ce contexte, des mesures devraient être prises pour établir un équilibre entre les stocks de l'Inde et ceux du Pakistan;

Cinquièmement, elle ne cherchera pas à créer des forces nucléaires utilisables à partir de la mer ou de sous-marins;

Sixièmement, elle ne cherchera pas à acquérir, mettre au point ou déployer des systèmes de missiles antimissiles balistiques qui pourraient entraîner une intensification de la mise au point et du déploiement d'armes nucléaires dans la région;

Septièmement, elle s'abstiendra d'effectuer toute action ayant un caractère militaire dans l'espace;

Huitièmement, elle révisera et limitera ses plans d'acquisition et de mise au point d'aéronefs faisant appel aux techniques de pointe, de sous-marins nucléaires et d'autres systèmes d'armes technologiquement avancés qui pourraient aggraver et accélérer la course aux armements nucléaires et classiques dans la région;

Neuvièmement, elle examinera sérieusement et réglera les questions en suspens avec le Pakistan, tout particulièrement le différend sur le Jammu-et-Cachemire, avec l'appui et la participation actifs de la communauté internationale;

Dixièmement, elle engagera des négociations avec le Pakistan pour élaborer un "régime de retenue stratégique" pour l'Asie du Sud.

Dans le contexte de la promotion de la modération sur le plan militaire à l'échelle régionale, le Pakistan jugerait très encourageant que la communauté internationale appuie sa proposition de "régime de retenue stratégique" en Asie du Sud.

Également dans la ligne de l'objectif de prévention d'une course aux armements dans cette région, les pays engagés dans la fourniture à l'Inde de techniques militaires de pointe ou à double usage devraient mettre fin à cette fourniture et à cette coopération avec New Delhi. Nous lançons à cet égard un appel destiné tout spécialement à la Russie et à la France.

Afin de promouvoir ces objectifs de paix et de stabilité en Asie du Sud et d'écartier la menace que créent les plans militaires et nucléaires de l'Inde, le Pakistan poursuit activement ses contacts et ses consultations avec la communauté internationale. Il continuera ces consultations à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies et dans d'autres instances pertinentes afin de concevoir une approche fondée sur un large accord pour traiter des menaces à la paix et à la sécurité à l'échelle régionale et mondiale qui découlent des ambitions politiques et militaires révélées dans la doctrine nucléaire de l'Inde.

-----